

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-08 du 27 février 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis remplacent les droits de douane dits « IEEPA » par un droit temporaire de 10% imposé au titre de la section 122 du Trade Act de 1974
2. Les États-Unis annoncent la signature d'un accord commercial avec l'Indonésie
3. Le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) lance un appel à commentaires pour structurer un accord plurilatéral sur les minéraux critiques

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Intérieur annonce une contribution majeure à la réforme de la loi sur l'évaluation environnementale
5. Le Département de l'Énergie annonce des prêts pour un montant total de 26,5Mds\$ pour fiabiliser le réseau électrique en Géorgie et Alabama
6. L'Agence de Protection de l'environnement abroge la réforme de 2024 sur les émissions de polluants atmosphériques dangereux par les centrales électriques

Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports signe un nouvel accord avec un Etat fédéré visant à réduire les formalités administratives et à accélérer la construction de projets de transport.

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Numérique et innovation

Brèves

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis remplacent les droits de douane dits « IEEPA » par un droit temporaire de 10% imposé au titre de la section 122 du *Trade Act* de 1974

Le 20 février, la Maison Blanche a publié un [Executive Order](#) annonçant que les droits de douane « réciproques » imposés au titre de l'*International Emergency Economic Powers Act* (IEEPA), 1977, ne seront plus en vigueur et ne seront plus collectés. Le décret rappelle aussi que tous les autres droits de douane qui ne relèvent pas de l'IEEPA ne sont pas concernés.

Le même jour, dans une [proclamation présidentielle](#) (accompagnée d'une [factsheet](#)), le président D. Trump a imposé des droits de douane de 10% au titre de la section 122 du *Trade Act* de 1974. Ces droits sont entrés en vigueur le 24 février pour une durée de 150 jours.

Plusieurs biens sont exemptés de ces nouveaux droits supplémentaires, de même que les marchandises déjà soumises à des droits de douane au titre de la section 232, aux marchandises couvertes par l'accord de libre-échange de l'USMCA avec le Canada et le Mexique, ainsi que les produits textiles faisant l'objet de franchise de droits dans le cadre de l'accord de libre-échange d'Amérique centrale (CAFTA-DR : *Dominican Republic-Central America Free Trade Agreement*)

Dans un [autre décret](#) publié le 20 février, le président D. Trump a maintenu la suspension du traitement *de minimis* en franchise de droits pour les importations de faible valeur, y compris les marchandises expédiées par le système postal international, qui seront également assujetties aux droits d'importation temporaires imposés en vertu de la section 122.

Par ailleurs, dans une [déclaration sur Truth Social](#) du 21 février, D. Trump a annoncé que les droits de douane fixés à 10% au titre de la section 122 du *Trade Act* de 1974 passeront à 15%. Aucun acte présidentiel n'a encore été publié afin de mettre en œuvre cette hausse.

Enfin, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a également publié une [déclaration](#) annonçant le lancement d'enquêtes au titre de la section 301 du *Trade Act* de 1974 dans un « délai accéléré » ainsi que la poursuite des enquêtes en cours.

2. Les États-Unis annoncent la signature d'un accord commercial avec l'Indonésie

Le 19 février, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a publié [l'accord commercial bilatéral final](#) avec l'Indonésie, accompagné d'une [déclaration conjointe](#) et d'une [factsheet](#) détaillant ses modalités.

Cet accord prévoyait la conservation du taux de droits « réciproques » sur les importations indonésiennes à 19% (publié avant l'annulation des droits IEEPA). L'Indonésie s'engage à éliminer ses droits de douane sur plus de 99% des produits américains, lever ses barrières non-tarifaires pour les exportations américaines agricoles, industrielles et digitales, ainsi qu'acheter des biens américains.

Les États-Unis et l'Indonésie s'engagent à coopérer dans le domaine de la sécurité économique, notamment par la levée des restrictions indonésiennes à l'export de certains biens, dont les minéraux critiques.

L'Indonésie s'engage à acheter 33 milliards de dollars de produits américains, dont 15 milliards de dollars d'énergie, 13,5 milliards dans l'aéronautique et 4,5 milliards dans le secteur de l'agriculture.

Certains produits (textiles, huile de palme, épices, produits pharmaceutiques) provenant d'Indonésie pouvaient être exemptés de droits de douane « réciproques », selon des volumes qui restent à déterminer.

La société minière américaine Freeport-McMoRan a signé avec l'Indonésie un *memorandum of understanding* (MoU) pour prolonger sa licence d'exploitation et étendre ses activités dans le district minier de Grasberg.

3. Le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) lance un appel à commentaires pour structurer un accord plurilatéral sur les minéraux critiques

Le 26 février 2026, le Bureau du représentant américain au commerce (USTR) a [lancé](#) un [appel à commentaires](#) pour structurer un accord plurilatéral sur les minéraux critiques avec des pays partenaires. Les contributions sont attendues avant le 19 mars.

L'accord couvrirait un mécanisme de prix minimum juridiquement contraignant afin de sécuriser et relocaliser les chaînes d'approvisionnement.

L'agence gouvernementale américaine interroge notamment sur les minéraux et pays à inclure, le calcul et l'application des prix de référence, ainsi que les outils d'exécutions possibles.

Climat – énergie – environnement

4. Le Département de l'Intérieur annonce une contribution majeure à la réforme de la loi sur l'évaluation environnementale

Le Département de l'Intérieur (DoI) a [annoncé](#) le 23 février avoir achevé une réforme majeure de ses procédures de mise en œuvre de la National Environmental Policy Act (NEPA), dans le but de réduire la bureaucratie, d'accélérer l'autorisation des projets et de rétablir la NEPA comme un outil procédural efficace plutôt qu'un obstacle réglementaire. Le DoI souligne que plus de 80 % des anciennes procédures de mise en œuvre des réglementations NEPA par le DoI ont ainsi été abrogées et que le reste a été regroupé dans un manuel simplifié. Les projets menés sur les terres publiques (énergie, infrastructures, conservation, pâturages, minéraux critiques, gestion de l'eau et prévention des incendies) bénéficieront désormais de délais et de coûts réduits. Le DoI précise que la NEPA reste pleinement en vigueur : les impacts environnementaux continueront d'être évalués, et les gouvernements locaux, tribus et autres partenaires seront systématiquement consultés. Cette réforme s'inscrit dans l'agenda de l'administration Trump, visant à stimuler la production d'énergie américaine, à renforcer la sécurité nationale et à simplifier la délivrance des permis fédéraux.

5. Le Département de l'Energie annonce des prêts pour un montant total de 26,5Mds\$ pour fiabiliser le réseau électrique en Géorgie et Alabama

Le Département de l'Energie (DoE) a [annoncé](#) le 25 février que son Bureau de financement de la domination énergétique (EDF) a conclu deux ensembles de prêts avec respectivement la Géorgie et l'Alabama, pour un montant total de 26,5 Mds\$. Ces prêts permettront selon le communiqué de réaliser plus de 7 Mds\$ d'économies sur les coûts de l'électricité pour des millions de consommateurs dans ces deux Etats. Ces prêts permettront de construire ou de moderniser plus de 16 gigawatts (GW) de production électrique fiable pour le réseau. Cela inclut :

- 5 GW de nouvelles installations de production au gaz,
- 6 GW d'énergie nucléaire améliorée grâce à des augmentations de puissance et des renouvellements de licences,

- la modernisation des installations de production d'hydroélectricité,
- des systèmes de stockage d'énergie par batteries,
- plus de 2 100 km (1 300 miles) de projets de transmission et d'amélioration du réseau.

Le DoE indique que ces prêts constituent le plus important investissement fédéral visant à réduire directement les coûts de l'énergie pour les consommateurs et à améliorer la fiabilité du réseau.

6. L'Agence de Protection de l'environnement abroge la réforme de 2024 sur les émissions de polluants atmosphériques dangereux par les centrales électriques

L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) le 20 février avoir finalisé l'abrogation des amendements de 2024 au « Mercury and Air Toxics Standards » (MATS), qui imposaient de nouvelles réglementations coûteuses aux centrales au charbon et au pétrole. Cette action restaure les normes de 2012, que l'EPA considère comme déjà efficaces pour réduire les émissions de mercure, d'acides et de métaux lourds, tout en garantissant la protection de la santé publique et de l'environnement.

Selon l'EPA, cette décision permettra d'économiser environ 670M\$ pour les familles américaines, en réduisant les coûts liés au transport, au chauffage, aux services publics et à l'industrie. L'agence souligne que le charbon reste essentiel pour fournir une électricité de base fiable, soutenir l'économie et maintenir la domination énergétique américaine.

Des responsables politiques républicains ont salué cette mesure, affirmant qu'elle protège les emplois dans le charbon, renforce la fiabilité du réseau et assure une énergie abordable pour les Américains.

Brèves

- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a indiqué le 23 février avoir [ajouté](#) le perfluorohexanesulfonate de sodium (PFHxS-Na), un produit chimique de la famille des PFAS, à l'Inventaire des émissions de substances toxiques (TRI). Les entreprises des secteurs concernés doivent désormais suivre et déclarer toute utilisation ou émission de cette substance, avec un seuil de déclaration de 100 lb (~45kg). Cette mesure, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2026, vise à renforcer la transparence sur la pollution par les PFAS, permettre aux communautés de connaître les substances utilisées dans leur environnement et soutenir une prise de décision locale

éclairée. Avec ce nouvel ajout, le TRI suit désormais 206 substances PFAS.

- La Maison Blanche a [publié](#) le 24 février, en marge du discours sur l'état de l'Union, un communiqué dans lequel elle dresse la liste des avancées dans le domaine de l'énergie depuis la prise de fonction du président D. Trump, et s'en félicite. Selon le communiqué ces mesures reflètent l'engagement indéfectible du président Trump en faveur de l'indépendance énergétique, de la prospérité économique et de la priorité donnée à l'Amérique.
- Le Département de l'Intérieur a [annoncé](#) le 22 février que la première réunion de « l'Indo-Pacific Energy Security Ministerial and Business Forum » se tiendra les 14 et 15 mars au Japon. Le président du National Energy Dominance Council et Secrétaire de l'Intérieur, Doug Burgum, le vice-président et Secrétaire à l'Énergie, Chris Wright, ainsi que l'Administrateur de l'agence de protection de l'environnement Lee Zeldin, rencontreront près d'une douzaine de pays de l'indo-pacifique afin de sécuriser de nouveaux investissements américains et de faire avancer les accords déjà conclus grâce à l'agenda « America First » et « Energy Dominance » du président Trump.
- Le Département de l'Intérieur a [indiqué](#) le 20 février ouvrir 2,1 millions d'acres (~9000 km²) à l'exploitation dans le Dalton Utility Corridor en Alaska, annulant des restrictions précédentes. Ceci permettra notamment le développement de projets tels que les projets de gazoduc « Alaska Liquid Natural Gas line » et de route industrielle « Ambler Road ». Cette décision vise à soutenir l'indépendance énergétique américaine et le développement économique de l'Alaska.

Transport et infrastructure

7. Le Département des Transports signe un nouvel accord avec un Etat fédéré visant à réduire les formalités administratives et à accélérer la construction de projets de transport.

Le Secrétaire américain aux Transports, Sean P. Duffy, a [annoncé](#) le 23 février un accord entre le Département des transports (DoT) et le Nebraska via la Federal Highway Administration (FHWA) afin de permettre la construction de grands projets d'infrastructure plus rapidement et efficacement. Le Nebraska assumera désormais des responsabilités en vertu de la National Environmental Policy Act

(NEPA), ce qui simplifiera le processus d'autorisation environnementale pour le Département des transports du Nebraska (NDoT).

Le Nebraska est le troisième État à mettre en place ce type de partenariat sous l'administration Trump II, après le Texas et le Maine. Neuf États au total bénéficient désormais de ce dispositif, lequel s'inscrit dans le cadre du « NEPA Assignment Program ». Dans le cadre de ce programme, les États fédérés peuvent se voir déléguer la responsabilité du Secrétaire aux transports en matière d'autorisation environnementale. Une fois l'accord signé l'État fédéré peut ainsi exercer un contrôle total et assumer l'entière responsabilité, y compris devant les juridictions fédérales, des évaluations environnementales et des décisions prises en vertu de la NEPA concernant les projets routiers bénéficiant d'une aide fédérale. Le Nebraska avait obtenu dès 2018 une délégation de compétence pour certaines décisions. Le nouvel accord signé élargit désormais cette compétence et le communiqué liste les différents projets d'infrastructures qui pourront bénéficier de cette nouvelle procédure. La FHWA restera associée aux différents projets en fournissant une assistance technique.

Industrie

Brèves

- Le 23 février, FedEx a engagé une procédure devant l'U.S. Court of International Trade afin d'obtenir le remboursement des droits de douane perçus sur le fondement de l'IEEPA, qu'elle estime avoir été indûment acquittés. Il s'agit de la première grande entreprise à initier un tel recours à la suite de l'annulation, par la Cour suprême vendredi dernier, des mesures tarifaires instaurées par le président Trump sur le fondement de cette loi.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 25 février 2026, Paramount Global a [publié](#) des résultats du quatrième trimestre 2025 légèrement supérieurs aux attentes du marché, avec un chiffre d'affaires de 8,15 Md\$ contre 8,12 Md\$ attendus et un profit de 612 M\$, contre 562 M\$ anticipés. Cette publication intervient au cours d'une semaine décisive

pour le groupe, qui a relevé en début de semaine son offre de rachat sur Warner Bros. Discovery à 31 \$ par action, dans le cadre d'un duel concurrentiel avec Netflix.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 24 février, Apple a [annoncé](#) l'expansion de son site de production de Houston, où l'entreprise assemblera désormais le Mac mini, en plus des serveurs IA, dont la production locale avait commencé l'année dernière. Dans l'ensemble, les nouvelles activités sur ce site devraient créer « des milliers » d'emplois selon Apple.
- Le 25 février, le CEO de l'entreprise américaine de logiciels cloud Salesforce, Marc Benioff, a [rejeté](#) l'idée d'une « SaaS-pocalypse », crainte selon laquelle l'IA pourrait fragiliser le modèle du SaaS, logiciel hébergé dans le cloud que les entreprises peuvent utiliser via Internet, sans installation locale sur leurs serveurs ou ordinateurs. Ce démenti est intervenu suite à la publication des résultats trimestriels et prévisions de chiffre d'affaires de Salesforce, jugées décevantes par les marchés.
- Le 26 février 2026, Nvidia a [publié](#) des résultats annuels record, avec un chiffre d'affaires annuel de 216Md\$ en hausse de 65% et un bénéfice net de 120 Md\$. Le groupe anticipe 78 Md\$ de revenus pour le trimestre en cours, au-dessus des attentes du marché. Toutefois, le titre a reculé jusqu'à 5 % à New York car les investisseurs s'interrogent sur la soutenabilité des dépenses massives en infrastructures d'IA par les principaux clients du groupe.

Santé

Brèves

- Le 25 février, les médias ont [rapporté](#) la création d'une coalition de 10 entreprises de biotechnologies de taille moyenne, destinée à contester les mesures de « prix de la nation la plus favorisée » ou « prix MFN » des médicaments mises en œuvre par l'administration Trump. Selon Alanna Temme, porte-parole de cette nouvelle coalition, la Midsized Biotech Alliance of American (MBAA), « [le mécanisme de prix] MFN détruirait l'innovation en biotechnologies » aux Etats-Unis. Selon la MBAA, ses membres représenteraient 7 Md\$ d'investissements en R&D par an, 12 000 employés, plus de 100 thérapies innovantes en cours de développement, et 30 déjà mises sur le marché.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)